Délégation régionale Auvergne Rhône Alpes

Décision n°Inserm_DrAura_2024_DRPU_U1052_BLASCO

LE DELEGUE REGIONAL, Dominique PELLA

ORDONNATEUR SECONDAIRE DE LA DELEGATION REGIONALE Auvergne Rhône Alpes

Vu le code de la recherche ;

Vu l’ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°83-975 du 10 novembre 1983 modifié, relatif à l’organisation et au fonctionnement de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret du 1 février 2023 portant nomination du président de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu la décision n° DAJ2024-154 du 1er avril 2024, donnant délégation de pouvoir aux délégués régionaux, ordonnateurs secondaires ;

Vu la décision n° DAJ2013-110 du 22 juin 2013 relative aux unités de recherche et autres formations de l’Inserm ;

Vu la décision n° DAJ2020-81 du Président-directeur général portant organisation et politique achat de l’Inserm ;


Vu la note DAF-2023/SA/JMB/DAF/06 relative aux conditions de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires.

Vu la décision n°2024-127 du 1er janvier 2024 nommant Monsieur Dominique PELLA, délégué régional à compter du 1er janvier 2024 ;

Vu la décision DAJ-2021-31 du 1er janvier 2021 prolongeant Monsieur Patrick MEHLEN dans ses fonctions de Directeur de l’Unité U1052 – CRCL (« Centre de Recherche en Cancérologie de Lyon »).
DÉCIDE

Article 1 : Délégation permanente de signature de Dominique PELLA, prise en sa qualité de délégué régional Auvergne Rhône Alpes et d'ordonnateur secondaire est accordée à Madame Clara BLASCO, TCN, affectée à l'Unité U1052 - CRCL, exerçant la fonction de Gestionnaire Equipe, à l'effet de signer en son nom et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité U1052 - CRCL :

X Les bons de commande (engagements juridiques) émis sur les accords-cadres nationaux et régionaux de fournitures et services signés par le siège ou la délégation régionale de l'Inserm nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de ladite formation de recherche, d'un montant unitaire inférieur au seuil fixé à l'article 2 de la présente décision, le cas échéant par la validation de l'acte dans l'outil SAFIR ;

X Les bons de commande (engagements juridiques) relatifs aux marchés et accords-cadres de fournitures et services locaux (à l'exception de ceux relatifs aux travaux) préalablement signés par le Directeur de ladite unité en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) ou son délégataire, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de ladite unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil fixé à l'article 2 de la présente décision, le cas échéant par la validation de l'acte dans l'outil SAFIR ;

X Les ordres de mission, autorisations de déplacements en France et à l'étranger, le cas échéant par la validation de l'acte dans l'outil de gestion financière de l'Inserm, dans le respect des règles applicables à l'Inserm, notamment en matière de mission dans les pays à risques, le cas échéant par la validation de l'acte dans l'outil SAFIR ;

X Les décisions d'admission, d'ajournement, de réfutation ou de rejet des prestations livrées, occasionnant le cas échéant la certification du service fait pour les engagements juridiques listés supra, le cas échéant par la validation de l'acte dans l'outil de gestion financière de l'Inserm ;

X Les actes et documents relatifs à la gestion des stages, qu'ils donnent lieu ou non à une gratification, dans le respect des règles applicables à l'Inserm

□ Les plans de prévention dans la limite des plans dont l'évaluation des risques est faite par l'Unité ;

Article 2

□ Le seuil maximum mentionné à l'article 1 de la présente décision est fixé à :

Ou

X Le seuil mentionné à l'article 1 de la présente décision est le seuil européen de procédure formalisée applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L2124-1 du code de la commande publique. Ce seuil est à comparer à la valeur unitaire du marché ou du bon de commande à signer ou à valider.

Article 3

Ampliation de la présente décision sera adressée à l'agent comptable secondaire de la Délégation Auvergne Rhône Alpes
Article 4
Elle abroge toute décision antérieure ayant le même objet.

Article 5
La présente décision prend effet le 01/01/2024.

Elle sera publiée sur le site InsermPro.

Fait à BRON,
Signature du délégué

[Signature]

Le délégué régional
Ordonnateur secondaire délégué
Dominique PELLA